

Metz, le 19 février 2021

Service Aménagement Biodiversité Eau
Unité Police de l'eau

La responsable de l'unité police de l'eau
à

Affaire suivie par : Liborio CICCARELLO
Tél : 03 87 34 34 12
E-mail : liborio.ciccarello@moselle.gouv.fr

Mairie de Saint-Avold
36 boulevard de Lorraine
BP 10019
57500 Saint-Avold

OBJET : Dossier de déclaration concernant la construction d'un EHPAD à Saint-Avold
Notification mairie
RÉF. : Y:\Dossiers instruits_en cours\2150. EP\Saint-Avold\EHPAD UNISANTE+
P.J. : 1 dossier ; 1 récépissé ; 1 courrier de notification.

Monsieur le Maire,

J'accuse réception du dossier de déclaration, au titre du code de l'environnement (Loi sur l'Eau), concernant l'opération suivante :

- Construction d'un EHPAD à Saint-Avold

Ce dossier a été déposé par : C.H.I.C UNISANTE +

Je vous transmets, sous ce pli, pour information :

- un exemplaire du dossier de déclaration ;
- un exemplaire du récépissé de déclaration n° 57 2020 00492 en date du 23 décembre 2020, accompagné du courrier de notification.

Conformément à la réglementation en vigueur, je vous remercie d'afficher en mairie durant une période de un mois minimum, copie du récépissé de déclaration.

A l'issue de cette période, vous voudrez bien me retourner un certificat d'affichage précisant les dates de publication.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

La responsable de l'unité police de l'eau,

Géline DELLINGER


Metz, le 19 février 2021

Service Aménagement Biodiversité Eau
Unité Police de l'eau

Affaire suivie par : Liborio CICCARELLO
Tél : 03 87 34 34 12
E-mail : liborio.ciccarello@moselle.gouv.fr

La responsable de l'unité police de l'eau
à

Centre Hospitalier InterCommunal UNISANTE +
2 rue Thérèse
BP 80229
57604 FORBACH cedex

OBJET : Dossier de déclaration concernant la construction d'un EHPAD à Saint-Avoid
Accord avant délai de deux mois
RÉF. : Y:\Dossiers instruits_en cours\2150. EP\Saint-Avoid\EHPAD UNISANTE+
P.J. : 0

Madame la Directrice,

Après instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-8 du code de l'environnement relatif à la construction d'un EHPAD à Forbach, pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 23 décembre 2020, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

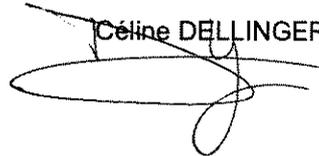
Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier.

Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressées dès à présent à la mairie de la commune de Saint-Avoid où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Moselle durant une période d'au moins six mois. Le dossier de déclaration sera consultable en mairie.

Je vous rappelle que cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers durant un délai de un an, dans les conditions définies à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de ma considération distinguée.

La responsable de l'unité police de l'eau,

Céline DELLINGER


**RECEPISSE DE DEPOT DE DOSSIER DE DECLARATION
A Metz, en date du 18 décembre 2020
CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UN EHPAD
SUR LA COMMUNE DE SAINT-AVOLD**

DOSSIER N°57-2020-00492

Le Préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

**CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS
LE DEMARRAGE DES TRAVAUX**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;
- VU** Le code général des collectivités territoriales
- VU** Le code civil et notamment son article 640
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- VU** le décret du 29 juillet 2020 nommant M. Laurent TOUVET, préfet de la Moselle;
- VU** l'arrêté DCL n° 2020-A-85 en date du 23 novembre 2020 portant délégation de signature à Monsieur Marc MENEGHIN, directeur départemental des territoires de la Moselle par intérim ;
- VU** la décision n°2020-DDT/SG/AJC n°16 en date du 26 novembre 2020 portant subdélégation de signature pour le fonctionnement général de Direction Départementale des Territoires de la Moselle
- VU** le dossier de déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 18 décembre 2020, présenté par Centre Hospitalier Inter Communal UNISANTE +, enregistré sous le n° 57-2020-00492.

**DONNE RECEPISSE DU DEPOT DE SON DOSSIER DE DECLARATION AU PETITIONNAIRE
SUIVANT : Centre Hospitalier Inter Communal UNISANTE+**

concernant : la construction d'un EHPAD à Saint-Avoid (57)

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées à l'article R. 214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Arrêté de prescriptions générales à respecter
2.1.5.0.	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles	

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 18 février 2020 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, une copie du récépissé sera affichée à la mairie de la commune de Saint-Avoid où cette opération doit être réalisée et le dossier de déclaration sera consultable en mairie pendant une durée minimale d'un mois ainsi qu'à la Commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Bassin Houiller pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Moselle (www.moselle.gouv.fr -Territoires – eau et pêche – Décision du domaine de l'eau – déclaration et autorisation) durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, en application de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, « sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L. 214-10 et L.216-2 peuvent être déferées à la juridiction administrative :

- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les recours des particuliers et personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service public peuvent désormais être déposés par voie dématérialisée via l'application Télérecours : <http://www.telerecours.fr/>.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la mise en service.

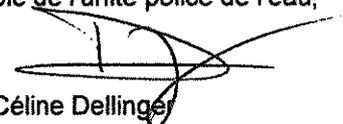
En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche éventuelle d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Metz, le 23 décembre 2020
Pour le Préfet et par subdélégation,
La responsable de l'unité police de l'eau,


Céline Dellinger